



Veille stratégique - Défense et Sécurité
SEMAINE DU 26 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	7
AMERIQUE LATINE	12
ASIE – PACIFIQUE.....	14
EUROPE	16
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	19
RUSSIE	22



AFRIQUE

ÉTHIOPIE : PREMIER SATELLITE GOUVERNEMENTAL D'OBSERVATION

Le gouvernement éthiopien a officiellement annoncé le lancement de son premier satellite d'observation en Septembre 2019.

Financé en grande partie par la Chine, lancé depuis le territoire national de l'Empire du Milieu, ce programme permet à Addis-Abeba de rejoindre le club restreint des puissances africaines disposant de leurs propres capacités extra-atmosphériques. Ce satellite d'observation recueillera des données utiles au développement interne du pays. Docteur Salomon, directeur de l'Institut Ethiope des Sciences et Technologies Spatiales cité par *The East African*, affirme en effet que les ressources hydrauliques, le réchauffement climatique et l'agriculture seront les trois domaines au cœur des observations. Cette annonce rappelle cependant avec acuité que, dans le domaine spatial, le continent africain reste très en retard, dépendant de ses partenaires russe, européen, américain ou chinois.

Bien qu'aujourd'hui indispensable aux économies mondiales, on ne peut que souligner le retard de l'Afrique dans le domaine spatial. Les quelques Etats disposant de capacités satellitaires, l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc, le Ghana et le Kenya, ne sont pas des puissances spatiales. En effet, elles ne disposent pas de l'intégralité des compétences pour envoyer, orbiter et opérer un satellite. Les programmes africains se limitent à la gestion d'un satellite envoyé par un tiers (comme le cas éthiopien) ou par l'utilisation économique d'un réseau créé par un tiers (comme le cas d'internet avec Eutelsat).

La mainmise de la Chine sur le programme éthiopien est on ne peut plus visible. Finançant à hauteur de six millions de dollars un programme en coûtant huit, Pékin tisse d'étroites relations avec la seconde puissance démographique du continent. Bien que la gestion du satellite se fasse depuis le sol éthiopien, et que cette coopération permette un transfert de technologie non-négligeable, quelque vingt experts éthiopiens engagés dans la coopération sont désormais liés aux méthodes, chercheurs et mentalités chinoises.



FORCE CONJOINTE G5 SAHEL : LE BATAILLON MAURITANIEN MONTE EN PUISSANCE

La Force conjointe du G5 Sahel, encore loin d'être pleinement opérationnelle sur l'ensemble du théâtre, est théoriquement répartie sur trois fuseaux : le fuseau Ouest qui englobe la frontière entre le Mali et la Mauritanie, le fuseau Est sur la frontière entre le Tchad et le Niger, et le fuseau Centre, pour la « zone des trois frontières », aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Cette répartition doit s'inscrire en complément et en cohérence avec le dispositif de Barkhane qui s'articule autour de deux groupements tactique « Désert » (GTD du volume d'un GTIA, soit un bataillon), répartis sur un fuseau Ouest (GTD-O) depuis Gao au Mali et sur un fuseau Est (GTD-E) depuis N'Djamena au Tchad.

Le bataillon mauritanien (Mauri-Bat) a pris position sur le fuseau Ouest de la force conjointe, dans la localité de Nbeiket-Lahouach, tout près de la frontière avec le Mali. On y trouve notamment un puits qui a longtemps constitué un carrefour dans la région pour les nomades et les trafiquants en tous genres. Si les travaux de construction du PC, financés par l'Union européenne, n'ont pas encore commencé, l'armée mauritanienne estime être opérationnelle à hauteur de 80%. Une compagnie motorisée du Mauri-Bat a ainsi pris pied depuis plusieurs semaines sur un point-clé du terrain aux alentours permettant de surveiller tous les mouvements à l'intérieur d'un couloir de mobilité vers le Mali. Les soldats mauritaniens disposent d'un droit de poursuite de 50 kilomètres à l'intérieur du territoire malien qui pourrait être porté prochainement à 100 kilomètres.

La force conjointe est censée mobiliser à terme jusqu'à 7 bataillons, soit l'équivalent de 5000 hommes, déployés par les cinq pays membres du G5 Sahel.

SOPHIE PETRONIN, OTAGE AU SAHEL : LA FRANCE REFUSE-T-ELLE DESORMAIS DE NEGOCIER AVEC LES TERRORISTES ?

Quelle que soit la couleur politique de l'exécutif, la discours de la France est constant à l'égard des otages français au Sahel et ailleurs : officiellement, aucune rançon n'est jamais versée aux terroristes en échange de leur libération. Mais à chaque libération, des renseignements fuient très vite sur le montant de la rançon



possiblement versée, soit par l'entreprise française dont les salariés avaient été enlevés, soit par l'intermédiaire d'une ESSD, soit encore par la DGSE. Une politique qui serait largement partagée par d'autres pays européens, mais catégoriquement condamnée par les États-Unis et le Royaume-Uni qui s'y refusent pour leurs ressortissants.

Barack Obama avait même vertement critiqué François Hollande sur ce financement indirect de l'ennemi djihadiste, selon des propos *off-the-record* rapportés par le *New York Times* en septembre 2014. Le fait est que sur le marché très lucratif de l'otage occidental, le « prix » du citoyen français est particulièrement élevé et par conséquent ce dernier est naturellement très recherché par les groupes terroristes. Il est indéniable que cette politique officieuse pratiquée par le gouvernement français ajoute à la menace qui pèse sur les nationaux français à l'étranger, en particulier au Sahel où ils sont historiquement très présents.

Sophie Pétronin, 73 ans, enlevée en décembre 2016 dans le nord du Mali, en est la dernière victime en date. Humanitaire, elle dirigeait l'Association d'aide à Gao (AAG), une petite ONG franco-suisse venant en aide aux orphelins. Ce n'est qu'en juillet 2017 que son enlèvement est officiellement revendiqué par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), par le biais d'une vidéo. Plusieurs vidéos sont également diffusées par le groupe terroriste en mars 2018 puis en juin 2018 comme preuves de vie. Une nouvelle vidéo a enfin été rendue publique le 11 novembre dernier, dans laquelle l'otage n'apparaît pas, mais ses ravisseurs y évoquent la dégradation de son état de santé.

Il semble que la stratégie française ait clairement évolué quant à la réponse à apporter à ce genre d'enlèvements par des groupes djihadistes. Le fils de l'otage, Sébastien Pétronin, qui préside son comité de soutien, estime que le gouvernement français refuse désormais de négocier avec les terroristes et appelle Emmanuel Macron à clarifier la position de la France.

« M. Macron a le droit de sacrifier l'otage, en sa qualité de chef des armées, mais le sacrifice est la résultante d'un refus de négociation. Donc il a aussi un devoir de transparence, et je crois que dans la situation d'urgence, où on a tous peur qu'elle soit en train de mourir, s'il y a refus de négociation, je pense qu'il est temps maintenant de l'acter », a-t-il demandé dans une interview accordée à l'AFP et à RFI. M. Pétronin s'exprimait depuis Nouakchott en Mauritanie dans le cadre d'une



ournée entamée cette semaine auprès des autorités de plusieurs pays sahéliens. Le 14 novembre dernier, le Quai d'Orsay avait, lors d'un point presse, déclaré prendre au sérieux l'affirmation sur la dégradation de son état de santé et exprimé son inquiétude. « Les autorités françaises renouvellent avec force leur exigence que Mme Sophie Pétronin soit libérée. Elles insistent sur la nécessité d'une libération immédiate pour des raisons évidentes d'humanité. »

FACE A L'ÉTAT ISLAMIQUE ET BOKO HARAM, LES PAYS DU LAC TCHAD EN APPELLENT A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Les chefs d'État et de gouvernement des pays du lac Tchad (Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad) se sont réunis le 29 novembre dernier à N'Djamena dans le cadre d'une rencontre à huit clos sur la question de la lutte contre Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'ouest (EIAO) Les armées de ces quatre pays participent à la Force multinationale mixte (FMM), relancée en 2014 en vue de stabiliser la région du lac Tchad.

La déclaration conjointe transmise à l'AFP à l'issue de la réunion fait état de leur « profonde préoccupation face à la recrudescence des attaques ». Les présidents nigérian, Muhammadu Buhari, nigérien, Mahamadou Issoufou, et tchadien, Idriss Déby, ainsi que le premier ministre camerounais, Philémon Yang, ont également affirmé vouloir « changer d'approche dans la lutte contre Boko Haram ». Ils ont notamment appelé à un soutien de la communauté internationale.

La recrudescence des attaques terroristes pourrait s'expliquer par une nouvelle surenchère meurtrière dans la rivalité entre l'EIAO et Boko Haram. En effet, les deux groupes agissent indépendamment depuis la destitution en août 2016 d'Abubakar Shekau, lequel avait fait allégeance à l'État islamique au printemps 2015 avant d'être jugé trop extrémiste par la maison mère. Le jihadiste a depuis repris la tête d'une organisation baptisée « Groupe sunnite pour la prédication et le djihad », le nom officiel de l'organisation originelle de 2010 à 2015, plus connue par son surnom de Boko Haram. Il disposerait d'une force d'environ un millier d'hommes. L'EI a lui désigné Abu Musab al-Barnawi pour le remplacer comme chef de la filiale ouest-africaine. On estime qu'elle pourrait compter jusqu'à 5000 combattants dans ses rangs.

L'EIAO est aujourd'hui plutôt présente au nord du lac Tchad, dans la zone frontalière, tandis que Boko Haram est actif dans la région de Sambissa, au sud du lac. Les deux groupes se sont en revanche alignés sur leurs méthodes, évoluant petit



à petit d'une organisation à dominante criminelle (pillages, brigandage, etc.) vers une organisation clairement militaire défendant des buts politiques. Les attaques contre des objectifs militaires au Nigéria se sont multipliées ces dernières semaines, toujours plus violentes et toujours plus meurtrières. Ces assauts ont aussi pour but de se fournir en armes et en matériel, permettant aux djihadistes de planifier d'autres attaques d'envergure.

Ce renouveau du terrorisme s'explique aussi par un certain relâchement militaire des États de la région après les succès de 2016-2017. Et cela en raison notamment des autres menaces qui affectent par ailleurs ces pays. Au Tchad, la montée en puissance de groupes rebelles au Tibesti à la frontière libyenne, a conduit l'armée tchadienne à redéployé des troupes jusque-là stationnées dans la région du lac Tchad. Le pays est du reste très impliqué dans la lutte contre les groupes djihadistes en BSS et participe déjà à la Force conjointe du G5 Sahel. Au Cameroun, l'armée est également sollicitée sur un deuxième front, celui des séparatistes anglophones qui menacent l'unité du pays.

Le Nigéria, le pays le plus touché, s'est donc retrouvé quelque peu isolé dans sa lutte ces derniers mois. Dans le contexte d'une élection présidentielle à venir en février 2019, le président Buhari sous pression, a donc été à l'initiative de la réunion du 29 novembre et de l'appel commun à un soutien international.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

FRONTIERE MEXICAINE : CLARIFICATION DU SECRETAIRE A LA DEFENSE JAMES MATTIS

La Maison-Blanche a signé mardi soir une directive qui élargit l'autorité des troupes américaines à la frontière mexicaine. Cette directive, signée par le chef de cabinet de la Maison-Blanche, John Kelly, dispose que l'ensemble du personnel du Département de la Défense est autorisé à « *effectuer les activités militaires de protection que le Secrétaire à la Défense détermine comme nécessaire afin d'assurer la protection du personnel fédéral, ce qui inclut la démonstration ou l'usage de la force (y compris la force létale, quand nécessaire), le contrôle de foule, la détention temporaire et la fouille rapide. Le personnel du Département de la Défense ne doit pas, sans ordre plus précis du Président, se charger des activités traditionnelles de police.* »

James Mattis a expliqué qu'il avait désormais l'autorité de faire plus qu'auparavant bien que les *Standing Rules for the Use of Force* s'appliquent toujours. Il a précisé que les missions pourraient être amendées en fonction des besoins identifiés par le Département de la Sécurité Intérieure. Et si la directive autorise l'usage de la force létale, James Mattis a mis en exergue que la grande majorité des forces déployées à la frontière n'était pas armée et le resterait. Pour lui, l'usage de la force sera fait à l'aide de bâtons et de boucliers par des policiers militaires (MPs) non-armés. Il estime que si la détention a été autorisée par la directive pour ses troupes, cela devrait se compter « *en minutes* ». Les personnels militaires ne devraient pas procéder à des arrestations et useraient de leur droit à la détention de manière temporaire avant de transmettre les « *détenus* » aux autorités compétentes. Mattis a aussi expliqué qu'un certain nombre de soldats pourrait demeurer sur place après le 15 décembre et que certains pourraient restés déployés à la frontière pendant la période de Noël. « *Tout dépendra des missions* » a-t-il ajouté. « *Si [le Département de la Sécurité Intérieure] a besoin de plus de barbelés, cela prendra du temps supplémentaire* »



AFGHANISTAN : SERIE DE PERTES AMERICAINES

Les Etats-Unis ont subi une série de pertes militaires durant leurs opérations en Afghanistan. Un soldat des *Rangers* a été tué accidentellement par un soldat afghan au cours d'opérations de combat dans la province de Nimruz (district de Kash Rod), tandis que trois autres soldats des forces spéciales (deux Bérets verts et un contrôleur aérien avancé de l'*US Air Force*) ont perdu la vie dans l'explosion de leur véhicule sous l'effet d'un Engin Explosif Improvisé (EEI), trois autres étant blessés. Ce dernier incident a eu lieu dans la province de Ghazni (district d'Andar). Nonobstant ces pertes, le président Trump a défendu l'intervention américaine en Afghanistan, qu'il estime essentielle à la sécurité nationale, s'engageant à rendre visite aux forces américaines sur le théâtre « *en temps voulu* ». De son côté, le Secrétaire à la Défense James Mattis a fait part de sa volonté de parvenir à un accord de paix prochainement, et ce alors que Zalmay Khalilzad, l'envoyé spécial de Washington pour l'Afghanistan, rencontrait la semaine dernière des représentants des Talibans au Qatar.

YEMEN : LE SENAT PROPOSE UNE RESOLUTION VISANT A L'ARRET DU SOUTIEN AMERICAIN AUX OPERATIONS SAOUDIENNES

Le mercredi 28 novembre, le Sénat a voté à une large majorité (63-37) en faveur d'un texte exigeant l'arrêt du soutien américain aux opérations militaires conduites par Riyad au Yémen. Ce vote pourrait préfigurer le premier cas d'opposition frontale entre le Sénat et la Maison-Blanche, et le soutien large recueilli par le texte témoigne du mécontentement des parlementaires américains devant la ligne tenue par la Maison-Blanche. De fait, les Sénateurs ont procédé au vote quelques heures après avoir reçu un briefing confidentiel exclusif de la part du Secrétaire d'Etat Mike Pompeo et du Secrétaire à la Défense James Mattis, qui ont tenté de les convaincre de la nécessité du soutien américain à l'Arabie saoudite pour contrer le terrorisme dans la péninsule arabique et pour parer à l'influence iranienne dans la région. Des arguments qui semblent n'avoir pas porté, du côté Démocrate comme du côté Républicain. Le mécontentement des Sénateurs s'est également trouvé accru par la décision de la Maison-Blanche d'interdire un briefing de la Chambre haute par Gina Haspel, la directrice de la CIA, au sujet de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

Pour significatif qu'il soit, ce vote ne représente qu'une première étape, le texte devant encore faire l'objet de plusieurs votes pour être entériné, tandis que la Maison-Blanche a fait savoir que le Président poserait son veto si le texte devait



être adopté.

Sous-jacent aux discussions sur ce texte se trouve un débat ancien entre la Maison-Blanche et le Congrès autour de la loi dite *War Powers Resolution*, votée en 1973 et qui accroît le rôle du Congrès dans l'autorisation de l'emploi de la force à l'étranger. La constitutionnalité même de cette loi fait débat, ce qui fragilise le texte en cours d'examen qui en fait son fondement pour demander l'arrêt du soutien américain aux opérations militaires saoudiennes au Yémen.

SYRIE : POINT DE SITUATION

Le Secrétaire à la Défense James Mattis a annoncé mercredi 28 que les forces américaines allaient ériger des postes d'observation le long de la frontière nord du pays, à proximité de la frontière turque. L'enjeu de ce réseau de points d'observation sera de prévenir toute incursion des milices kurdes soutenues par Washington en territoire turc. Ces unités sont en effet parfois tentées d'abandonner la lutte contre Daech pour affronter les forces turques.

Parallèlement, James Jeffrey, le représentant spécial de Washington pour la Syrie a laissé entendre durant des entretiens avec des médias russes qu'un certain nombre d'incidents avaient eu lieu entre forces américaines et, supposément, des mercenaires russes, impliquant parfois des échanges de tirs, dans le cadre de la légitime défense. Le dernier incident majeur avait eu lieu en février dernier lorsqu'une force lourdement armée composée de mercenaires russes et d'unités pro-régime avait lancé un assaut contre une position américaine dans la province de Deir-ez-Zor, contraignant les Etats-Unis à conduire des frappes aériennes dont le bilan avait été significatif.

AUTORISATIONS D'EXPORTS DE DEFENSE A DESTINATION DU MOYEN-ORIENT

Le Département d'Etat à travers sa *Defense Security Cooperation Agency* a autorisé mardi 27 la vente à l'Egypte de dix hélicoptères d'attaque *AH-64 Apache* avec de l'équipement et de l'armement (notamment 135 missiles *Hellfire*) pour un montant d'un milliard de dollars ; un contrat portant sur des obus de 120mm de différents types (plus de 50 000) à destination des chars égyptiens *M1A1*, pour un montant de 200 millions de dollars, a également été autorisé, de même que la vente d'environ 40 missiles air-air moyenne portée *AMRAAM (AIM 120C-7)* au Qatar pour un montant de 215 millions de dollars a également été autorisée.



JAPON : VERS L'ACHAT DE 100 *F-35* SUPPLEMENTAIRES

Le Japon devrait commander 100 *F-35* supplémentaires afin de remplacer ses *F-15* vieillissants. Cette commande pourrait être une réponse au renforcement militaire chinois ainsi qu'à l'appel de Donald Trump pour que Tokyo achète plus d'équipement de défense américain afin de réduire le déséquilibre commercial entre les deux pays. Un *F-35* coûtant environ 10 milliards de yen (88,1 millions de dollars), la commande japonaise devrait dépasser le trillion de yen. Ces 100 *F-35* (A et B) se rajouteront alors aux 42 *F-35A* initialement commandés par le Japon. Les *F-35B* sont capables de décoller sur une plus courte distance et d'atterrir verticalement.

COREE DU SUD : L'EXERCICE BILATERAL *FOAL EAGLE* AURA LIEU DANS UN FORMAT REDUIT

Le mercredi 28 novembre, le Secrétaire à la Défense James Mattis a confirmé la tenue l'an prochain au printemps de la tenue de l'exercice bilatéral *Foal Eagle*. Néanmoins, afin de préserver la poursuite des négociations avec Pyongyang sur la dénucléarisation, cette édition sera marquée par une réduction de son ampleur, sans que davantage de précisions aient été apportées. A titre d'exemple, l'édition 2018 avait impliqué 11500 soldats américains et près de 300000 soldats sud-coréens pour des manœuvres terrestres, aériennes et navales. L'exercice *Foal Eagle*, par son ampleur et le spectre de combat couvert est ce qui se rapproche le plus d'une simulation de guerre avec la Corée du Nord, il est donc significatif qu'il fasse l'objet d'une réduction d'échelle.

Dans le même temps, le général Charles Brown, commandant des forces aériennes dans le Pacifique, a déclaré qu'aucun vol d'entraînement de bombardiers n'avait pris place au-dessus de la péninsule coréenne depuis les déclarations de cet été du président Trump sur une suspension des exercices militaires en soutien des efforts diplomatiques avec la Corée du Nord. Les vols de bombardiers participent traditionnellement de la posture américaine classique de dissuasion et de réassurance dans la région. Ils ont été réorientés vers le Japon et l'Australie.



ALLEMAGNE : ACTIVATION D'UNE UNITE DE DEFENSE SOL-AIR COURTE PORTEE

L'*US Army* a activé pour la première fois une unité de défense antiaérienne courte portée (le *5th Battalion* du *4th Air Defense Artillery Regiment*). Déployée sur la base de Shipton Kaserne près de la ville d'Ansbach, cette unité est dotée de cinq batteries armées de missiles *FIM-92 Stinger*. L'activation de cette unité notamment dédiée à la lutte contre les hélicoptères de combat s'inscrit dans le cadre d'une montée en puissance du dispositif américain en Europe. La défense antiaérienne courte portée constitue une priorité dans cette dynamique de renforcement (déploiement de systèmes sol-air mobiles *Avenger*).

AMERIQUE LATINE : DEPLOIEMENT DU NAVIRE-HOPITAL *USNS COMFORT*

Le navire-hôpital *USNS Comfort* effectue actuellement une mission de 11 mois consistant à apporter une assistance médicale à plusieurs Etats d'Amérique latine. Il se trouve actuellement dans le port de Riohacha en Colombie, à proximité de la frontière avec le Venezuela. Dans ce cadre, des soins (notamment des opérations chirurgicales) ont été prodigués à plusieurs dizaines de réfugiés vénézuéliens.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE : CONTRAT POUR 4 PATROUILLEURS *OPV* FOURNIS PAR LA FRANCE

Après de multiples tergiversations, le contrat pour les 4 patrouilleurs de type *OPV* français fournis à l'Argentine a été approuvé. Il s'agit du résultat d'un changement de ligne budgétaire argentine qui débloque 319 millions d'euros pour l'acquisition de ces navires dont la réception se fera entre 2019 et 2022 avec, en premier lieu, le *FS L'Adroit* (P725).

BOLIVIE : EXERCICE *PAUCARPATA III* POUR LES 208 ANS DE L'ARMEE NATIONALE

L'Armée de Bolivie a réalisé l'exercice *Paucarpata III*, le long de la frontière chilienne. Mobilisant 8000 hommes, les manœuvres ont eu lieu le 19 novembre dernier dans le but de renforcer les compétences de lutte contre le crime organisé et de démontrer l'efficacité des forces armées en cas de conflit. Le Président Evo Morales et des hauts dignitaires militaires étaient présents lors de ces manœuvres. Parmi le matériel utilisé, on compte des véhicules blindés *M113*, *EE-11 Urutu*, 4*4 *Tiger*, des chars légers *SK-105 Kurassier*, des hélicoptères *Harbin H-425* et des avions de transport *C-130 Hercules*.

COSTA RICA : DON CHINOIS POUR 5,4 MILLIONS DE DOLLARS

Début novembre, dans le cadre de la rencontre entre le ministre chinois Xu Qiliana et le ministre de la Sécurité Publique Michael Sotos Rojas, une donation de la Chine au Costa Rica de 5,4 millions de dollars a été confirmée. Ce don en équipement de télécommunications et protection policière doit permettre de renforcer le caractère opérationnel des forces de sécurité du Costa Rica. Une délégation technique chinoise arrivera dans le pays début décembre pour suivre le processus d'installation.



MEXIQUE : LANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE LA *CELULA*

Le général Salvador Cienfuegos Zepeda a inauguré la première étape de la construction de *La Célula*, complexe militaro industriel où la Direction Générale d'Industrie Militaire (DGIM) a déjà établi certaines de ses activités. L'investissement total est de 48,6 millions de dollars fournis par le gouvernement mexicain.

La DGIM a de nombreuses usines en périphéries de la capitale, ce qui crée des risques pour la population. C'est la raison pour laquelle elle a déplacé certaines de ses installations dans le futur complexe, notamment des centres de stockage, des usines chimiques et des magasins généraux. L'installation des équipements et le déplacement du matériel seront réalisés en 3 étapes successives au cours desquelles de nouveaux édifices seront construits.



ASIE – PACIFIQUE

CHINE / NOUVELLE-ZELANDE - UNE AGENCE GOUVERNEMENTALE INTERDIT L'UTILISATION D'EQUIPEMENTS D'ACCES RADIO FABRIQUES PAR HUAWEI

Jeudi 29 novembre, le Government Communications Security Bureau (GCSB) a interdit à l'opérateur néozélandais Spark New Zealand l'utilisation d'équipements d'accès radio produits par l'entreprise chinoise Huawei. Sans fournir de plus amples détails, l'agence gouvernementale de renseignements a expliqué que ces équipements présentaient de sérieux risques pour la sécurité nationale. Il serait actuellement envisagé de bannir le matériel Huawei de l'entièreté du réseau 5G en Nouvelle-Zélande. L'actuel CEO de l'entreprise Huawei, M. Ren Zhengfei, est un ancien militaire : celui-ci a travaillé de 1944 à 1983 dans le corps des ingénieurs militaires de l'Armée Populaire de Libération. En Europe, de nombreux réseaux 5G ont été développés en partenariat avec l'entreprise Huawei.

CHINE - LE « TYPE 15 » NOUVEAU CHAR LEGER DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION

Dimanche 25 novembre, a été officiellement présenté le nouveau modèle de char léger « Type 15 » développé par la China North Industries Group Corporation.

Ce char de 30 tonnes est équipé d'un canon de 105 millimètres. Doté d'une grande manoeuvrabilité et d'une puissance considérable, ce tank a été conçu pour manoeuvrer dans des zones montagneuses et forestières avec coupures humides. Selon le journal chinois Global Times, ce char pourrait être déployé sur les hauts plateaux de la région autonome du Tibet.

L'industrie de défense chinoise a été marquée par d'autres nouvelles cette semaine. Tout d'abord, l'avion de transport militaire Xi'An Y-20 connaît un programme de transformation afin de le rendre opérationnel pour des missions de ravitaillement en vol, notamment au profit du nouveau chasseur furtif J-20. En outre, le professeur Li Wei de la National Defense University of the People's Liberation



Army a révélé cette semaine les premières informations concernant un nouveau drone de reconnaissance armé, le GJ-2. Conçu par la Chengdu Aircraft Design Institute under the Aviation Industry Corporation of China, le GJ-2 peut évoluer en moyenne et haute altitude (max. 9 000m). Il a la capacité d'atteindre la vitesse maximale de 370 km/h et de voler jusqu'à 20 heures d'affilées en autonomie.

JAPON / RUSSIE - LA DISCUSSION SE POURSUIT ENTRE SHINZO ABE ET VLADIMIR POUTINE POUR LA NEGOCIATION D'UN TRAITE DE PAIX

Les deux chefs d'Etat se sont entretenus samedi à Buenos Aires au sujet de la négociation d'un traité de paix. Un tel document n'a en effet jamais été signé en raison du conflit territorial concernant quatre îles saisies par la Russie dans les derniers jours de la Seconde guerre mondiale et revendiquées par le Japon depuis.

Dans ce cadre, il est prévu que le ministre japonais des Affaires étrangères Taro Kono et son homologue russe Sergueï Lavrov supervisent les négociations en amont d'un sommet bilatéral qui se tiendra en janvier lors d'une visite officielle de Shinzo Abe en Russie. Ce développement fait suite aux discussions de Singapour de novembre dernier où il a été annoncé que les discussions accélèreraient sur la base de la déclaration conjointe de 1956, qui prévoit que deux des quatre îles contrôlées par la Russie seront cédées au Japon après la conclusion d'un traité de paix. L'entrée en vigueur du traité de sécurité nippo-américain de 1960 a cependant entraîné le retrait de Moscou de l'accord et le Japon revendique l'ensemble des îles depuis. La question de l'installation de bases américaines sur ces îles qui garantissent un accès russe au Pacifique est en effet particulièrement sensible et joue aujourd'hui encore un rôle central dans les négociations.



EUROPE

SLOVAQUIE – LUTTES INTESTINES AU SUJET DE L’ACHAT DE F-16V

La Slovaquie souhaite remplacer ses avions MiG-29 par 14 appareils construits par Lockheed Martin. Alors que le ministre slovaque de la Défense avait annoncé la signature du contrat, le Premier ministre, issu du parti socio-démocrate Smer-d, a annoncé ne jamais l’avoir approuvé. Si la coalition de gouvernement entre ces deux partis peut parfois, en produisant des tensions, freiner certaines initiatives, l’acquisition est annoncée depuis mai dernier. Le suédois Saab, qui avait participé à l’appel d’offres avait son chasseur JAS-39 Gripen, avait été écarté. Ce contrat représente 1,6 milliards d’euros.

SERBIE – AIRBUS LIVRE A BELGRADE LE PREMIER DES NEUF HELICOPTERES H145M

Au terme d’un accord qui prévoit un transfert de technologie et la construction d’une partie des appareils sur le sol serbe, Airbus a livré cette semaine le premier des neuf hélicoptères H 145M commandés par la Serbie. Deux autres seront livrés d’ici la fin de l’année 2018. Les H 145M sont des hélicoptères de transport tactique, qui peuvent servir dans le cadre de missions de reconnaissance armée ; selon Airbus Helicopters, ces appareils sont “parfaitement adaptés aux missions des forces spéciales”.

POLOGNE : LES FORCES POLONAISES S’APPRESENTENT A SE DOTER DU LANCE-ROQUETTES M142 HIMARS

Varsovie entend doter ses forces armées de 20 lance-roquettes multiples M142 HIMARS conçus par Lockheed Martin Missile & Fire Control. Cette commande est sur le point d’être validée par le Congrès américain après avoir reçu un avis favorable la Defense Security Cooperation Agency qui estime que ces exportations s’inscrivent dans l’intérêt de la politique de sécurité des Etats-Unis en fournissant des systèmes de défense modernes à ses alliés dans un souci d’interopérabilité. Le montant de commande s’élèverait à 665 millions de dollars.



NORVEGE – PREMIERES CONCLUSIONS DU RAPPORT SUR LE NAUFRAGE DE LA FREGATE *HELGE INGSTAD*.

Le 29 novembre, le comité norvégien d'enquête sur les accidents (*Accident Investigation Board Norway*, AIBN) a publié un rapport préliminaire sur le naufrage de la frégate de la Marine norvégienne *Helge Ingstad* le 8 novembre au matin à la sortie du port de Sture, près de la ville de Bergen.

Selon les premières conclusions de ce document, la collision avec le pétrolier *Sola TS*, qui avait provoqué une voie d'eau majeure sur la frégate, serait due en grande partie à des facteurs humains : l'équipe de marins de quart à la fin de la nuit a en effet confondu l'éclairage du pétrolier avec celles du terminal que le navire venait de quitter, puis a attribué les communications radios avec le *tanker*, qui lui demandait de changer de cap, à celles d'un autre bâtiment. Le rapport pointe par ailleurs que d'éventuels défauts de conception ont pu aggraver l'accident. Les enquêteurs ont isolé des problèmes critiques de sécurité concernant l'étanchéité des différents compartiments, qui requièrent « une attention immédiate sur les autres frégates de la classe *Nansen* », dans la mesure où l'eau a pénétré le navire bien plus rapidement que ce que les dégâts initiaux n'auraient dû provoquer. Le constructeur naval espagnol *Navantia* a ainsi été mis en demeure de diriger une étude précise sur cet aspect.

FRANCE – DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE STRATEGIQUE : LANCEMENT DES LABELS “CENTRES D’EXCELLENCE” ET ANNONCE DU “CLUB PHENIX”

La cérémonie de lancement des labels « Centres d'excellence » s'est tenue le 26 novembre à l'hôtel de Brienne.

Ces labels s'inscrivent dans le cadre du « Pacte Enseignement Supérieur ». Lancé en mars 2018, ce dernier vise à développer la recherche universitaire dans les domaines de la défense et de la sécurité. Seul un établissement d'enseignement supérieur français ou un regroupement d'établissements pourra se voir attribuer ce label.

Lors de son discours d'ouverture de la cérémonie, la ministre des Armées, Florence Parly, a indiqué que : « Nous avons besoin d'une recherche stratégique vive, dense, bouillonnante. Nous avons besoin de thèses, d'articles, d'idées. Nous avons besoin d'étudiants brillants, de chercheurs exigeants, d'équipes déterminées. Nous devons



nous faire connaître à l'international, faire porter la voie de la pensée stratégique française. ».

La cérémonie a été l'occasion de présenter les cinq projets présélectionnés, parmi les 14 déposés qui ont regroupé 26 établissements. Chaque label aura un budget annuel de 300 000 € pour une durée de cinq ans renouvelable.

Florence Parly a clairement annoncé l'objectif de développer en France une filière de recherche stratégique qui doit se démarquer des « War Studies » anglo-saxons : « la recherche stratégique ne doit pas être l'apanage des anglo-saxons. La France doit tirer son épingle du jeu et aujourd'hui, nous montrons que la France va tirer son épingle du jeu. »

Enfin, la cérémonie a été l'occasion d'annoncer la création prochaine du « *Club Phénix* ». Rassemblant cabinets de conseil, think tanks et entreprises, ce club vise à aider les jeunes chercheurs en les accompagnant dans leur insertion professionnelle.



PROCHE & MOYEN ORIENT

SYRIE : ISRAËL BOMBARDE DES MILICES IRANIENNES DANS LE SUD DE LA SYRIE

Le 29 novembre, Tsahal a mené un raid aérien dans la région d'Al-Kisweh, au sud de Damas. Cette région avait déjà été ciblée plusieurs fois par l'aviation israélienne, notamment en mai dernier.

Selon la chaîne saoudienne *al-Arabiyah*, l'armée israélienne aurait bombardé les positions de milices iraniennes, sans préciser lesquelles. Une source de l'opposition syrienne, citée par le quotidien israélien *Haaretz*, aurait indiqué qu'il pourrait s'agir du Hezbollah libanais, le groupe ayant une forte présence dans cette zone. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a de son côté annoncé que les tirs auraient visé des dépôts où sont stockées des armes iraniennes et du Hezbollah libanais.

Peu après ce raid, l'agence de presse russe RIA et Damas, après avoir annoncé avoir abattu un avion israélien, se sont finalement rétractés. Des tirs contre une "cible hostile" ont toutefois été annoncés, et des images confirmant la mise en action du système de défense anti-aérienne syrien ont été diffusées. Tsahal a pour sa part indiqué avoir trouvé des fragments de missiles sol-air, probablement issus du système de défense anti-aérienne syrien, sur le plateau du Golan. Les raids israéliens s'étaient raréfiés depuis septembre dernier et la destruction d'un appareil russe par la défense anti-aérienne israélienne.

ARABIE SAOUDITE : ACHAT D'UN NOUVEAU SYSTEME ANTI-MISSILE

Le royaume saoudien a officiellement annoncé l'achat du système de défense antibalistique américain THAAD pour 15 milliards de dollars.

L'accord d'achat a été signé entre les deux gouvernements lundi 26 novembre après près de deux ans de négociations débutée en décembre 2016. Le Congrès des Etats-Unis avait donné son aval à la vente dès 2017. Donald Trump et le roi Salman se



sont entretenus plusieurs fois sur ce sujet, preuve que la modernisation de la défense antimissile saoudienne représente un enjeu stratégique pour les deux parties. Le Département d'Etat américain a annoncé que cette vente permettait d'assurer "la sécurité à long-terme de l'Arabie Saoudite et du Golfe face à la menace grandissante des missiles balistiques iraniens et de ses groupes extrémistes affiliés" visant directement la rébellion Houthi au Yémen. Le contrat passé entre les deux parties représente pour Thomas Karako, directeur au Centre d'études stratégiques et internationales "peut-être la plus grande vente de défense antimissile à ce jour".

Le système de défense THAAD produit par Lockheed Martin vise à la destruction de missiles de courte et moyenne portée lors de leur phase de descente en s'écrasant contre eux. Ces missiles anti-balistiques peuvent atteindre une portée de 200 kilomètres et une altitude de 150 kilomètres. Chaque batterie Thaad est composée d'au moins six véhicules lanceurs équipés chacun de huit lance-missiles, ainsi que de deux centres d'opérations tactiques mobiles et d'un radar au sol AN/TPY-2. L'Arabie saoudite recevra 44 lanceurs THAAD, 360 missiles intercepteurs, 16 stations de communication, 7 radars AN/TPY-2 ainsi que toute la logistique nécessaire au déploiement. Les Emirats arabes unis ont quant à eux déployé deux systèmes THAAD aujourd'hui, deux autres ayant été commandés. Aucun calendrier de livraison n'a encore été dévoilé pour l'Arabie saoudite.

ARABIE SAOUDITE : MENACES DU CONGRES AMERICAIN SUR LA LIVRAISON D'ARMES

Mercredi 28 novembre, les Sénateurs américains ont voté une résolution leur permettant de continuer débats et travaux sur une éventuelle interdiction de soutien militaire contre l'Arabie saoudite.

Ardemment défendue par Bernie Sanders, cette résolution devrait entraîner un nouveau vote au Congrès durant les premiers jours du mois de décembre. Le vote s'est tenu lors d'une séance d'enquête du Sénat portant sur le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dernier à Istanbul et les exactions commises par la coalition au Yémen. Depuis deux mois, les critiques envers le prince héritier saoudien,



Mohamed Ben Salman, tenu pour responsable du meurtre de l'opposant et contre le soutien militaire américain au royaume se font de plus en plus fortes.

Le Secrétaire à la Défense, James Mattis, et le Secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, se sont présentés devant les Sénateurs pour défendre le partenariat stratégique entre les deux pays. James Mattis a déclaré que le soutien militaire à l'Arabie saoudite est "fondamental pour maintenir la sécurité régionale et celle d'Israël" notamment face à la "menace iranienne". Le vote d'une résolution actant la fin du soutien militaire américain à l'Arabie saoudite, dont les contours sont encore très vagues, neutraliserait la capacité d'action de l'armée saoudienne. Elle pourrait s'étendre à l'ensemble de la coalition menée par l'Arabie saoudite, privant les Etats-Unis de nombreux contrats, notamment la vente de 12 F-16 Falcons Vipers au Maroc.

TURQUIE/RUSSIE : LA TURQUIE SE PROPOSE DE JOUER LES MEDIATEURS ENTRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE

Suite à la capture de 2 bateaux ukrainiens et 23 marins par les Russes dans le détroit de Kertch le 25 novembre, les tensions entre la Russie et l'Ukraine sont de nouveau au plus haut. Pour cette raison, le président Erdoğan a déclaré le 29 novembre, avant d'embarquer pour le G20 de Buenos Aires, que la Turquie était prête à jouer les médiateurs entre les deux pays.

La Turquie continue de nouer des relations de défense avec ces deux pays. En effet, des rumeurs, démenties par le ministre de la défense ukrainienne Stepan Poltorak, rapportaient que les drones turcs Bayraktar TB2 auraient été achetés par les Ukrainiens. Dans le même temps, la Turquie continue de faire pression sur les Américains en menaçant d'acheter le système anti-missile russe S-400, quand bien même une commande des chasseurs américains F-35 est en cours.

La politique étrangère turque est caractérisée par une stratégie d'ouverture à l'égard de l'ensemble de son voisinage. En témoigne aussi un autre acteur de sa diplomatie, le ministère des cultes ou *Diyanet*, qui, en la personne de Ali Erbaş, a appelé à une coopération renforcée entre l'Iran et la Turquie. Cette déclaration a été faite à Téhéran le 30 novembre, au nom de l'intérêt général de la communauté des croyants (*Oumma*).



RUSSIE

CHRONIQUES DE LA MER D'AZOV : KIEV DEMANDE A L'OTAN DE DEPLOYER DES NAVIRES DANS LA MER D'AZOV

Jedi 29 novembre 2018. Face à l'escalade du conflit opposant l'Ukraine à la Russie en mer d'Azov, le chef d'Etat ukrainien Petro Porochenko a demandé jeudi à l'OTAN de déployer des navires dans la zone. Pour mémoire, trois navires ukrainiens ont été saisis dimanche par la marine russe.

Depuis, Kiev accuse Moscou d'avoir significativement intensifié sa présence militaire dans la région, évoquant la menace d'une "guerre totale". Selon Petro Porochenko, le nombre de chars, de navires et d'unités militaires russes présents auraient considérablement augmenté depuis les incidents de dimanche. Il dénonce également une dangereuse militarisation de la péninsule criméenne. Alors que les tentatives de prise de contact de la part du président ukrainien auprès de son homologue russe n'ont toujours pas abouti, Kiev a demandé aux pays membres de l'OTAN, et notamment à l'Allemagne, de les soutenir dans ce bras de fer avec Moscou. C'est également à l'Allemagne que Petro Porochenko avait fait appel, lorsqu'il avait demandé à la chancelière Angela Merkel de s'entretenir avec Vladimir Poutine dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 novembre. Considéré comme leur plus proche allié, Kiev espère que Berlin sera prêt à déployer des navires dans la zone afin d'y assurer la sécurité. Bruxelles s'est déclarée "extrêmement préoccupée" par l'escalade du conflit, mais n'envisage aucune action à ce stade. La chancelière allemande a appelé le chef d'Etat ukrainien à "rester raisonnable" et a déclaré qu'il n'y avait "pas de solutions militaires à ces confrontations".

MER D'AZOV : DONALD TRUMP ANNULE SA RENCONTRE AVEC VLADIMIR POUTINE EN MARGE DU G20.

Jedi 29 novembre 2018. Encore une fois, Donald Trump prend une décision de dernière minute en annulant sa rencontre avec Vladimir Poutine en marge du G20 de Buenos Aires.

Bien sûr, la raison officielle de ce revirement est l'incident survenu en mer d'Azov entre l'Ukraine et la Russie, qui a conduit à la capture et à l'emprisonnement de navires et de marins ukrainiens le 25 novembre dernier. La manœuvre militaire de la Russie a poussé Kiev à instaurer la loi martiale, ce qui symbolise une dégradation



sans équivoque de la situation depuis l'annexion de la Crimée en 2014.

Donald Trump, dans un premier temps, n'a pas réagi à l'incident. Le lendemain des événements, sa réaction se faisait toujours attendre alors que la majeure partie des pays otaniens avaient déjà réprouvé l'attitude russe. Seule son ambassadrice à l'ONU s'était alors exprimée pour condamner le comportement de la Russie.

Donald Trump avait alors commenté les agissements de la Russie (« *nous n'aimons pas cela* ») avant d'évoquer une possible annulation de sa rencontre avec Vladimir Poutine en marge du G20 de Buenos Aires (Argentine). Une fois arrivé à Buenos Aires, Donald Trump a pourtant dit que le moment était opportun pour une rencontre compte tenu des événements.

Une heure plus tard, le Président américain changeait encore d'avis. S'exprimant sur Twitter, Donald Trump a ainsi justifié l'annulation de sa rencontre avec le Président russe : « *Puisque la Russie n'a toujours pas rendu les navires à l'Ukraine, j'ai décidé qu'il serait mieux pour toutes les parties concernées que j'annule mon rendez-vous...* ».

Moskovski Komsomolets (MK), un journal russe, s'est interrogé sur les vraies raisons de cette étrange annulation: Donald Trump n'aurait-il pas été le mieux placé pour discuter avec Vladimir Poutine des récents incidents ?

MK se demande ainsi si cette annulation n'a pas partie liée avec les aveux de l'avocat du Président américain, Michael Cohen. Celui-ci a avoué devant le Congrès américain qu'il avait menti sur les projets économiques et immobiliers de Donald Trump en Russie en 2016 alors que celui-ci était déjà candidat républicain aux élections européennes.

Ainsi, Donald Trump n'aurait-il pas eu peur de la confirmation de soupçons s'il rencontrait le Président russe ? Il se peut que le Président américain garde toujours en mémoire les accusations qui se sont abattus sur lui au lendemain de sa rencontre avec le Président russe à Helsinki de mener une politique trop conciliante à l'égard de Vladimir Poutine.

Si ce dernier a semblé peu apprécier l'annulation de cette rencontre dans un premier temps, il a ensuite déclaré disposer d'un gain de temps supplémentaire pour discuter de sujets tout aussi importants avec d'autres dirigeants lors du sommet, notamment avec Recep Tayyip Erdogan. Paradoxalement, le président russe est ainsi considéré comme le grand gagnant du G20, au regard du choix stratégique de ses interlocuteurs et des dossiers débattus.



DETROIT DE KERTCH - L'UKRAINE PUBLIE L'ENREGISTREMENT DE COMMUNICATIONS ENTRE PILOTES RUSSES

*Jeu*di 29 novembre 2018. Le SBU (service de sécurité ukrainien) a rendu publics des enregistrements de communications entre les équipages russes d'un Soukhoï Su-30 et d'un hélicoptère KA-52 et leurs supérieurs.

Oleg Frolov, sous-directeur du SBU (service de sécurité Ukrainien) a ainsi annoncé que l'Ukraine disposait d'une preuve incontestable d'une attaque préméditée de la marine ukrainienne par les forces russes et déclaré *“Ces discussions ne laissent aucun doute quant au fait que le commandement militaire russe a délibérément ordonné de faire usage d'armes contre des bâtiments ukrainiens”*.

“Les soldats ukrainiens ont miraculeusement survécu, après avoir été victimes de six types d'attaques variées par l'agresseur”, a ajouté Oleg Frolov, le SBU citant comme sixième type de violence l'exercice d'une *“pression morale physique et psychologique et l'arrestation illégale”* de 24 soldats ukrainiens et précisant également que la Russie refusait de communiquer sur l'état de santé des blessés parmi les prisonniers.

L'Ukraine a ouvert une enquête pour identifier tous les hommes impliqués dans l'incident côté russe et lancé des procédures pénales pour *“planification, préparation, lancement et conduite d'un conflit agressif”*, *“tentative de commettre un crime”* et *“homicide délibéré”*.

ÉLECTION DE SALOME ZOURABCHVILI A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DE GEORGIE.

La nouvelle est arrivée mercredi 28 novembre. Salomé Zourabchvil a été élue à la présidence de Géorgie. Elle est une ancienne diplomate française, ambassadeur à Tbilissi de 2003 à 2004, poste qu'elle avait quitté à l'époque pour devenir ministre des affaires étrangères de Géorgie jusqu'en 2005, date où elle est démise de ses fonctions, en raison d'un désaccord politique avec le président Mikhaïl Saakachvili. Mme Zourabchvili est une femme au parcours étonnant, voire unique : première femme ministre en Géorgie, réussissant alors à conserver une double nationalité franco-géorgienne, elle est aussi à l'heure actuelle la première femme à accéder au poste de président de la Géorgie.

Originaire de Géorgie, ses grands parents avaient fui la révolution il y a cent ans,



elle est restée très attachée à ce lien qui l'unit avec ce pays. Elle est connue pour ses opinions tranchées, notamment en matière de diplomatie. Suite à la crise géorgienne de 2008, elle accuse le président Saakachvili d'être responsable de la guerre avec la Russie, tout en restant très pragmatique face aux relations avec cette grande puissance voisine. Le principal succès de son mandat de ministre fut la fermeture d'une des bases militaires russe, qu'elle a négocié avec Sergueï Lavrov, son homologue était déjà en poste à l'époque. Toutefois, sa position n'est pas absolument « pro-russe ». Elle souhaite ainsi confirmer le rapprochement géorgien avec l'OTAN, et ne plaide pas pour un éloignement stratégique des États Unis dans les partenariats futurs de son pays.

Elle gagne le 28 novembre les élections présidentielles, avec près de 60% des voix, mandat pour lequel elle avait renoncé à sa nationalité française. Elle est populaire en Géorgie, outre pour ses opinions politiques, pour la simplicité de son mode de vie, et son combat contre la corruption, très présente parmi les élites politiques et économiques du pays. Elle sera investie le 16 décembre, malgré les contestations de ses opposants quant aux résultats des élections.

NASER ORIC, EX-COMMANDANT DES FORCES BOSNIAQUES DE SREBRENICA, ACQUITTE DE SES ACCUSATIONS DE CRIMES DE GUERRE

Naser Oric, ex-commandant des forces bosniaques de Srebrenica, a été acquitté d'accusations de crimes de guerre vendredi dernier à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Avec son compagnon d'armes Sabahudin Muhic, il était accusé d'avoir assassiné trois militaires serbes emprisonnés à Srebrenica pendant la guerre intercommunautaire (1992-1995)

Pour les Bosniaques musulmans (50% de la population), Naser Oric, 51 ans est *“un héros, pas un criminel”*. A la sortie du tribunal, ses partisans ont laissé libre cours à leur joie en apprenant le verdict favorable à l'égard de l'ex-commandant. Naser Oric est particulièrement connu en Bosnie pour avoir tenu pendant trois ans le siège des forces serbes de Ratko Mladic imposé à Srebrenica à l'Est du pays. Or, pour les Serbes de Bosnie, Naser Oric est un assassin. Rien que pour la zone de Srebrenica, des associations de victimes comptent environ 2400 civils et militaires tués pendant le conflit.

Selon Zeljka Cvijanovic, présidente de l'entité des Serbes de Bosnie, la Republika Srpska, ce verdict *« est pratiquement une amnistie pour tous les crimes monstrueux contre les Serbes »*. *« Si ceci est la justice destinée au peuple serbe en Bosnie, il ne faut pas s'étonner qu'ils croient chaque jour un peu moins en un avenir commun en Bosnie »*. Les associations



bosniaques musulmanes n'ont pas tardé à réagir au verdict et aux accusations bosniaques. Munira Subasic, présidente d'une association de femmes à Srebrenica estime que les Serbes souhaitent atténuer les crimes de leurs propres combattants en accusant de crimes de guerres Naser Oric. *"Ils sont en train de traquer des victimes du génocide alors qu'un grand nombre de criminels se promènent librement. Ils devraient traquer ceux qui ont commis le génocide"*, a-t-elle déclaré vendredi à la presse.

Le Massacre de Srebrenica est ancré dans les mémoires des Bosniaques musulmans un quart de siècle après la guerre. Ce massacre, qualifié d'acte de génocide par la Cour de justice internationale, avait fait 8000 morts. Des adolescents et hommes de Srebrenica avaient alors été massacrés en quelques jours par le commandant en chef de l'armée de la République serbe de Bosnie en juillet 1995. En tout, la guerre intercommunautaire a fait 100 000 victimes et quelques 2 millions de déplacés.

L'AVION DE TRANSPORT ILIOUCHINE IL-112V VA BIENTOT QUITTER LE NID

L'avion de transport léger bimoteur Iliouchine Il-112V a quitté l'usine de production d'avions Voronezh Aircraft Production Association (VASO) jeudi dernier et se dirige vers son premier vol. Il est destiné à remplacer les vieux Antonov-26 soviétiques, qui ont servi durant la guerre civile angolaise (1975-2002) et durant la guerre d'Afghanistan (1979-1989). Récemment, ils avaient été employés pour transporter du fret et du personnel pendant le conflit ukrainien de 2014.

L'Iliouchine Il-112V aura une masse maximale au décollage de 21 tonnes, dont une charge utile de 5 tonnes. Cet avion est bimoteur, motorisé par deux turbopropulseurs Klimov TB7-117CT avec une charge utile de 3,5 tonnes. Il dispose de 1300 nautiques d'autonomie (2400km).

L'Il-112V pourra aussi transporter une cinquantaine de passagers ou alors 26 parachutistes. Il a été commandé en 35 exemplaires par la force aérienne russe. Une lettre d'intention de commande de 27 exemplaires supplémentaires a été rédigée. Avant son premier vol, l'avion sera soumis à une batterie de tests et d'essais par les ingénieurs de VASO et Iliouchine.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric